

Situation du Kenya 2009

Soumis par Administrator
10-12-2009
Dernière mise à jour : 30-01-2010

20 mars 2009

Revue de presse sur le Kenya Situation toujours incertaine pour un pays qui se cherche, les problèmes sont toujours présents et des menaces d'instabilité politique sont plus que jamais à prendre en considération.

Plus d'un an et demi après les tragiques événements post-électorales, le Kenya tente non sans difficulté de relever la tête mais le gouvernement connaît une crise sans précédent avec :

- les démissions de ministres en cascade d'avril 2009,
- l'augmentation des invectives du premier ministre à l'encontre du président,
- la non résolution du problème de la misère et des bidonvilles pour le pays d'Afrique de l'Est le plus riche de la région,
- la menace d'Amnesty International de saisir la cour pénale internationale si le gouvernement ne crée pas un tribunal spécial pour juger les responsables des violences post-électorales de 2008.

Fort heureusement ce pays continue de se développer pour l'avenir. Contraste encore plus flagrant entre la vie au quotidien de sa population et la volonté de poursuivre son développement lorsque l'on apprend que le Kenya est relié à présent aux Emirats Arabes Unis par un câble de fibre optique souterrain. Il faut espérer que les bénéfices de cette future évolution seront mieux partagés entre les différentes couches sociales de ce pays extraordinaire.

Aujourd'hui si le Kenya présente toutes les capacités pour retrouver un taux de croissance qu'il connaissait au début des années 2000, il n'en est rien concernant les garanties de sa stabilité politique de plus en plus menacée à la fois au niveau national par des divergences internes du gouvernement mais aussi au niveau international avec la pression d'Amnesty International pour juger enfin les coupables et responsables des événements de 2008 dont certains dignitaires.

Pour vraiment comprendre et connaître les difficultés de ce pays fabuleux, je vous redonne le lien d'un article de Jean Pierre Campagne " le Kenya au-delà des Ethnies " :

<http://www.outbackforever.com/content/view/328/106/>

Cet article que j'affectionne mérite d'être lu par tous ceux qui auront la chance d'aller séjourner au Kenya durant les vacances à venir. N'oubliez pas qu'il n'y a pas que les réserves et les beaux hôtels à découvrir au Kenya, la véritable richesse de ce pays c'est sa population et sa grande diversité.

Le Kenya est un formidable pays qui vaut la peine d'être découvert mais attention à ne pas faire comme la majorité des touristes qui oublient un peu trop facilement ou pire refusent de voir les difficultés d'une grande majorité de la population. Même si un trop grand nombre de professionnels du tourisme feront tout leur possible pour cacher la face obscure de ce pays, voyagez en connaissance de cause et soyez prudents. Vous en apprécierez que mieux votre séjour au pays des Massaïs.

{mospagebreak title=2 ème Trimestre}2 ème Trimestre

07 avril 2009

Démission d'un deuxième ministre du gouvernement en 2 jours au Kenya Le ministre délégué aux Services médicaux du Kenya, Danson Mungatana, a démissionné, mardi, par solidarité avec la ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles, Mme Martha Karua, qui a quitté le gouvernement lundi, en invoquant des frustrations dont elle aurait été victime de la part du président Mwai Kibaki.

Ces démissions ne sont pas des surprises pour la plupart des Kenyans, après que le président a contourné pour

procéder à la nomination de cinq juges sur recommandation du président de la Cour suprême, Evan Gicheru, qui est un subordonné de la ministre.

Dans sa conférence de presse organisée pour annoncer sa démission, M. Mungatana a mis en cause le président dans l'échec de la réinstallation de 350.000 personnes déplacées internes et la lenteur du processus de réforme constitutionnelle et juridique. Il a expliqué que le président, qui était en Zambie pour une visite d'Etat, était le principal obstacle à la réalisation de ce calendrier depuis la formation du gouvernement de coalition au lendemain de l'élection présidentielle controversée de 2007.

Mme Karua et M. Mungatana sont respectivement président et vice-président de Narc-Kenya, un allié du Parti de l'unité nationale (PNU) -une coalition de 14 petits partis qui ont rallié le président Kibaki lors des dernières élections sans réussir à réunir un nombre suffisant d'électeurs pour lui garantir une victoire incontestée.

Toutefois, les deux ministres démissionnaires ont joué un rôle-clé dans le maintien de M. Kibaki à la présidence et ont été, pour une large part, incriminés dans les mauvaises pratiques électorales massives ayant conduit aux violences post-électorales qui ont fait 1 200 morts. Leur départ expose dangereusement le président, une situation qui pourrait contraindre le pays à organiser des élections anticipées avant 2012, date du prochain scrutin électoral.

D'autres ministres et ministres délégués alliés au parti de Mme Karua seraient tentés de les imiter.

Mme Karua a déjà fait part de son intention de briguer la présidence lors des prochaines élections, mais se heurte à l'opposition farouche d'une clique qu'on accuse de prendre le président en otage pour leurs caprices.

Ces démissions ne pouvaient pas tomber à un pire moment pour le président, qui est de plus en plus sous le feu des critiques pour un leadership inefficace, ses politiques de promotion de l'ethnicité et de l'impunité et la corruption au sein de son gouvernement.

Lundi, le Premier ministre Raila Odinga - avec qui M. Kibaki partage le pouvoir exécutif - a été cinglant vis-à-vis du président, qualifiant son style de leadership de " primitif " et " jua kali ", terre à terre en kiswahili. Cette déclaration a été faite au lendemain de l'ultimatum posé par le Premier ministre pour que les réformes constitutionnelles et juridiques soient finalisées dans un délai d'un an, autrement son parti, le Mouvement démocratique Orange (ODLM), verrait sa participation au gouvernement de grande coalition.

" Les réformes du système judiciaire, de la Fonction publique et de la Constitution ne peuvent être abordées si le président continue de se comporter en filou. Il doit savoir que la réserve de patience du peuple du Kenya s'épuise ", a averti le Premier ministre

11 juin 2009

Nairobi des habitants des bidonvilles manifestent pour réclamer leurs droits Plusieurs centaines d'habitants de bidonvilles de Nairobi ont manifesté jeudi dans le centre de la capitale kényane pour réclamer du gouvernement des améliorations de leurs conditions de vie, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants, emmenés par des organisations de défense des droits humains internationale et nationales, ont notamment accusé le gouvernement de les ignorer. «Le gouvernement nous a complètement oubliés. C'est comme si les habitants des bidonvilles vivaient sur une autre planète tellement nos conditions de vie n'ont rien à voir» avec les leurs, a estimé le responsable d'une des ONG kényane, Benjamin Kaunda Gisemba.

Ces gens veulent de l'eau potable, ils veulent des toilettes, ils veulent des emplois (...). Ils disent : « Nous sommes aussi citoyens de cette ville, nous avons les mêmes droits, nous réclamons nos droits », a pour sa part déclaré la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan.

Près de 4 millions d'habitants vivent dans des bidonvilles avec moins d'un dollar par jour, c'est à dire pour donner un équivalent, la totalité de 40 stades de France !

« Nous avons le droit de revendiquer pour notre sécurité et un meilleur logement, car nous payons des impôts comme n'importe quel Kényan », a estimé Mercy Atieno, une manifestante originaire du bidonville de Kibera, le plus grand de la ville. Près de la moitié des quelques quatre millions d'habitants à Nairobi vivent dans des bidonvilles où non seulement ils n'ont pas accès à des services de base mais vivent de surcroît dans «la crainte constante des expulsions», selon Mme Khan.

Le Kenya est le pays le plus riche d'Afrique de l'Est, mais plus de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour.

Selon le programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), basé à Nairobi, près d'un tiers de la population d'Afrique sub-saharienne vit dans des bidonvilles ou sur des terres ne leur appartenant pas.

12 juin 2009

Kofi Annan accentue la pression pour la création d'un tribunal spécial NAIROBI (AFP) — L'ex-médiateur dans la crise kényane Kofi Annan a donné jeudi aux autorités kényanes jusqu'à la fin août pour créer un tribunal spécial destiné à juger les auteurs des violences de 2008, faute de quoi il saisirait la Cour pénale internationale (CPI).

Le 12 février, le gouvernement de coalition kényan avait échoué à rallier la majorité nécessaire au parlement pour faire voter un amendement constitutionnel portant création de ce tribunal, l'opposition à ce projet jugeant notamment qu'un tribunal local ne pourrait pas être à l'abri d'ingérence politique.

Kofi Annan menace de transmettre des noms à la cour pénale internationale

"Je suis en discussion avec les deux leaders (le président et le Premier ministre) et ils m'ont dit qu'ils allaient faire une deuxième tentative (devant le Parlement) pour que le tribunal voit le jour ", a déclaré l'ex-secrétaire général de l'ONU dans un entretien avec la BBC.

"J'ai aussi très clairement indiqué que s'il n'était pas mis sur pied dans un délai raisonnable, d'ici fin août, je n'aurai d'autre choix que de transmettre l'enveloppe contenant les noms (de suspects) à la CPI pour qu'elle prenne le relais ", a-t-il ajouté.

Une commission d'enquête, créée en mai 2008 par le gouvernement de coalition kényan, avait recommandé la création d'un tribunal spécial dans un rapport remis le 15 octobre aux dirigeants kényans.

La commission prévoyait que si le Kenya échouait à mettre sur pied un tribunal spécial, une liste de plusieurs personnalités soupçonnées d'avoir activement organisé ces violences les plus meurtrières depuis l'indépendance du pays en 1963, serait remise à la Cour pénale internationale (CPI).

L'annonce de la réélection du président Mwai Kibaki pour un second mandat avait été vivement contestée par son adversaire Raila Odinga et suivie de violences politico-ethniques qui avaient fait environ 1.500 morts et plus de 300.000 déplacés.

M. Annan avait assuré une médiation au nom de l'Union africaine (UA) qui avait conduit le 28 février 2008 à la signature d'un accord de réconciliation nationale et à la formation d'un gouvernement de grande coalition dans lequel M. Odinga occupe le poste de Premier ministre

12 juin 2009

Deux millions de personnes vivent dans des bidonvilles à Nairobi Plus de la moitié de la population de Nairobi vit dans des bidonvilles ou dans campements de fortune, menacée d'expulsion et privée de services de base comme l'accès à l'eau courante ou l'éducation, a annoncé vendredi Amnesty International.

Dans un rapport publié vendredi 12 juin, Amnesty International s'insurge contre les conditions de vie des deux millions d'habitants des bidonvilles de Nairobi.

" C'est un scandale au niveau des droits de l'homme et un affront à leur dignité humaine ", a affirmé Irene Khan, secrétaire générale de l'organisation des droits de l'homme, qui s'est rendue dans la capitale du Kenya cette semaine pour présenter un rapport de 44 pages, intitulé " La majorité invisible : les deux millions d'habitants des bidonvilles de Nairobi ".

L'organisation de défense des droits de l'homme souligne que la population des bidonvilles, qui représente près de la moitié de la capitale kényane, est privée de tous ses droits fondamentaux

Le gouvernement kenyan n'est pas parvenu à mettre en place une politique susceptible de fournir aux habitants des alternatives viables à long terme, comme des logements à loyer modéré, souligne le rapport. Kibera, qui se trouve à Nairobi, est considéré comme le plus grand bidonville d'Afrique.

Kibera est un bidonville de Nairobi exploité par les propriétaires terriens, menacé régulièrement par la police et toujours racketté par les gangs qui font la loi sans aucune impunité. La situation des populations des bidonvilles n'a pas évolué depuis la dernière election !

" Il y a deux millions de personnes exploitées par des logeurs, menacées par la police, extorquées par des gangs. Il y a un trou noir au niveau des droits de l'homme, avec des habitants privés de leurs droits fondamentaux et qui n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne leur avenir ", a souligné Irene Khan lors d'une conférence de presse à Nairobi.

L'ONG insiste sur l'intention prêtée au gouvernement d'expulser 127.000 habitants sans aucun programme de relogement dans le cadre d'un plan de développement du bassin du fleuve Nairobi dont les eaux polluées traversent la ville.

Everline Sande, qui vit à Deep Sea, un bidonville de Nairobi, confie qu'elle craint de perdre son logement.

" Mes demandes sont simples : une bonne maison, de bons services médicaux, de l'eau potable et un métier lucratif ", a remarqué Everline Sande, qui gagne trois dollars par jour en gardant les enfants de mères célibataires dans le bidonville.

La véritable question au quotidien pour ces oubliés de la société Kenyane, c'est de savoir comment se procurer de la nourriture pour survivre et faire vivre leur famille. La préoccupation des expulsions, des attaques des gangs et des viols viennent ensuite !

Amnesty, qui présente dans son rapport les témoignages de plusieurs centaines d'habitants des bidonvilles, note qu'ils craignent constamment de perdre leur logement, malgré une décision de justice d'une Haute cour qui, en 2007, a interdit les expulsions forcées. AP

12 juin 2009

L'Afrique de l'Est reliée à un câble sous-marin pour Internet haut débit MOMBASA (Kenya), 12 juin 2009 (AFP) - Un câble de fibre optique sous-marin reliant les Emirats arabes unis (EAU) au Kenya a été inauguré vendredi à Mombasa (sud-est kényan), synonyme de l'arrivée prochaine de l'internet haut débit en Afrique de l'Est, a constaté l'AFP.

Le TEAMS (The East Africa Marine Systems), qui relie sur 4.500 km Fujairah (Emirats arabes unis) à Mombasa, doit à présent être connecté au réseau et devrait être mis en service courant juillet. La région dépend pour le moment de connexions internet par satellite caractérisées par leur faible fiabilité, leur lenteur et leur coût exorbitant.

" Avec le lancement de ce projet, le Kenya est à présent équipé de l'un des outils de développement les plus avancés et les plus économiques ", s'est félicité le président Mwai Kibaki à Mombasa. Jusqu'à présent, la côte est-africaine était la plus longue du monde sans raccordement à un câble haut débit, a ajouté le président.

Outre le Kenya, le câble pourrait bénéficier à la République démocratique du Congo (RDC), à la Tanzanie, à l'Ouganda, au Soudan, au Rwanda, au Burundi et à l'Ethiopie, selon des responsables kényans. D'un coût initial de 82 millions de dollars, le projet est financé à 40% par le gouvernement kényan, à 15% par la société Etisalat basée à Abou Dhabi et à 45% par les Etats voisins du Kenya ainsi que le secteur privé kényan. L'entreprise franco-américaine Alcatel-Lucent avait remporté l'appel d'offre pour la pose du câble sous-marin.

12 juin 2009

Le Kenya inquiet devant l'afflux des pirates présumés somaliens La marine américaine a remis plus de 17 somaliens suspectés de piraterie au Kenya, mercredi, portant le nombre de ces prisonniers dans les prisons kényanes à 111. La police kényane a déclaré que l'afflux des pirates somaliens engorgeait les prisons du pays et les tribunaux locaux. Elle souhaiterait que les forces marines étrangères présentes dans la zone commencent à envoyer ces prisonniers vers d'autres pays. « Nous cherchons des moyens pour que dans un avenir proche, les pirates soient inculpés aux Seychelles, à Djibouti ou en Égypte », a déclaré Sebson Wandera, le chef provincial des opérations du CID, dans la ville portuaire de Mombasa. Il a dit que les derniers arrivants seront pris en charge par un tribunal de Malindi, au nord de Mombasa en remontant sur la côte, vers la Somalie. Si l'afflux de pirates suspectés continue, ils devront être pris en charge par la capitale, Nairobi. Les marines internationales tentent de freiner la piraterie au large de la Somalie. Elles sont réticentes à remettre les suspects dans leur propre pays, soit parce qu'ils n'ont pas la compétence, ou par peur que les pirates y trouvent asile. L'Union européenne, les États-Unis et certains autres pays ont signé des accords avec le Kenya pour que les procès se déroulent en Afrique de l'Est. Certains pirates sont poursuivis en France et aux Pays-Bas. Au Kenya, 10 pirates purgent une peine de sept ans d'emprisonnement dans une prison de Voi, près de Mombasa. Le Kenya a précisé qu'il ne peut pas prendre en charge tous les pirates et les leaders musulmans sont inquiets du nombre croissant de ces prisonniers somaliens qui pourraient alimenter les tensions entre les nations voisines. « Le Kenya n'est pas un dépotoir. Les États-Unis, la France ou la marine allemande doivent prendre en charge les personnes qu'ils arrêtent », a déclaré Sheikh Mohammed Khalifa, secrétaire du Conseil des imams et prêcheurs du Kenya (CIPK). 23 avril 2009 Livraison aux autorités kényanes des pirates somaliens « C'est presque comme s'ils voulaient ouvrir un Guantanamo africain au Kenya. Il s'agit d'une tendance très dangereuse », a-t-il ajouté. Le groupe d'insurgés islamistes durs, al Shabaab, qui contrôle le sud de la Somalie le long de la frontière du Kenya, a des liens avec Al-Qaïda et des menaces pèsent sur la capitale Nairobi. Le ministre des affaires étrangères du Kenya, Moses Wetangula, a rassuré les diplomates sur leur sécurité envers les attaques terroristes, disant que la police diplomatique avait été mise en "alerte". « Nous vivons dans une région instable et la détérioration de la situation en Somalie a aggravé la situation en matière de sécurité », a ajouté le ministère des Affaires étrangères. Il a appelé la communauté internationale à s'attaquer à la question de la Somalie où les réseaux ont maintenant des ramifications mondiales, a indiqué le ministère dans une déclaration. La semaine dernière une alerte à la bombe a été déclenchée à l'ambassade de Norvège, et Delta Air Lines annulait son vol inaugural à Nairobi après que le gouvernement américain ait déclaré qu'il y avait une "menace crédible" contre l'aviation civile en Afrique de l'Est. Un camion piégé a tué plus de 200 personnes à l'ambassade américaine à Nairobi en août 1998. Les kamikazes ont frappé de nouveau en 2002, tuant 15 personnes dans un hôtel appartenant à Israël sur la côte kényane. À peu près au même moment, des assaillants ont tenté d'abattre un avion israélien dans la région de Mombasa à l'aide de deux missiles qui ont manqué leur cible.

15 juin 2009

Kenya : Prêt de 16 milliards de SH de la part du FMI La situation économique du Kenya n'est plus ce qu'elle était. Les conséquences des événements de 2008 ont toujours un impact important sur l'économie du Kenya. Le FMI a approuvé un prêt de 16 milliards de SH pour renflouer les stocks de devises de la banque centrale du Kenya. Uhuru Kenyatta, ministre des Finances, a déclaré que le fonds permettra de renforcer la position de change, qui s'est aggravée du fait de la hausse de la demande pour les importations. Le Kenya a eu pendant plusieurs années des réserves en devises couvrant plus de quatre mois d'importations, mais la situation a changé au cours des six derniers mois en raison de la diminution des transferts de la diaspora, de la baisse des recettes touristiques et du repli des exportations. 15 juin 2009

Le pétrolier TOTAL Kenya affiche une perte de 2 millions de \$ de perte avant impôt Total Kenya a affiché une perte avant impôt de 163 millions Sh (environ 2 millions de \$) du premier trimestre 2009, contre un bénéfice de 215 millions Sh pour la même période un an plus tôt. En raison principalement de la chute des prix du pétrole, le chiffre d'affaires est tombé à 8,926 milliards Sh, contre 11,214 milliards un an plus tôt. « La situation a été aggravée par une énorme baisse des prix à la pompe sur le marché local, suite à des pressions de la part du gouvernement et du public sur la commercialisation des carburants », affirme la filiale de la compagnie française Total. 30 juin 2009

Premier cas de H1N1 au Kenya L'Afrique jusqu'ici était à peu près épargnée par la grippe A.. mais voici un nouveau cas, le premier au Kenya. Il s'agit d'un étudiant britannique âgé de 20 ans. Il fait partie d'un groupe en voyage d'études au Kenya depuis 9 jours. Son cas a été diagnostiqué dans la ville de Kisumu dans l'ouest du pays.

D'après ce que l'on sait, il aurait été contaminé avant d'arriver au Kenya. Les autres étudiants, au nombre de 33, ont été mis en quarantaine dans leur hôtel. La ministre de la santé dit avoir pris les mesures de sécurité qui s'imposaient et appelle donc au calme. D'après les derniers chiffres du ministère de la santé, on dénombre maintenant, dans le monde, 55 867 cas et 238 morts confirmés.

{mospagebreak title=3 ème Trimestre}3 ème Trimestre 01 juillet 2009

29 défenses d'éléphants saisies au nord du Kenya Vingt neuf défenses d'éléphants et trois Kalachnikov ont été découvertes hier à la suite d'un guet-apens préparé pendant trois mois dans la zone Est de Samburu au nord du Kenya, à

450 kilomètres de Nairobi.

Cette opération mise en place par les rangers du Kenya Wildlife Service (KWS), les éclaireurs du Namunyak Wildlife Conservation Trust (NWCT), et l'administration locale, a conduit à l'arrestation de deux braconniers Somali kényans et d'une personne originaire de la région. Huit autres braconniers se seraient échappés.

"Certaines défenses semblent avoir été sciées directement sur les éléphants," constate Titus Letaapo, du NWCT. Les trois suspects ont été condamnés par la justice mais libérés peu après avoir payé une amende. Celle-ci trop faible, n'a aucun effet dissuasif et ne représente par conséquent qu'une petite tape sur les doigts, " selon T.Letaapo. "Nous avons remarqué une augmentation du braconnage des éléphants dans cette région depuis le mois de décembre. La situation est critique, mais nous devons protéger ces éléphants à tout prix." Vers la fin avril, 700 kg d'ivoire ont été saisis par les responsables du KWS, à proximité de la frontière entre le Kenya et la Tanzanie. James Isiche, Directeur du Bureau régional d'Afrique orientale d'IFAW, tire la sonnette d'alarme sur l'intensification des incidents de braconnage des éléphants dans cette région. "C'est effrayant, la fréquence des saisies d'ivoire africain par les autorités est presque sans précédent. Il est nécessaire de prendre des mesures d'urgence pour enrayer cette situation, auquel cas les éléphants, qui ont déjà été au bord de l'extinction par le passé, appartiendront bientôt à l'histoire." "IFAW maintient que le commerce de l'ivoire, quel que soit l'endroit où il est autorisé, demeure une menace omniprésente pour les éléphants. La corrélation entre cette augmentation du braconnage des éléphants et des saisies d'ivoire avec les ventes exceptionnelles des réserves d'ivoire accordées par la CITES ne peut plus être ignorée," ajoute M.Isiche. Rappelons que les incidents de braconnage interviennent à peine cinq mois après la vente de 108 tonnes d'ivoire provenant d'Afrique du Sud, du Botswana, de Namibie et du Zimbabwe approuvée pour la première fois en près de dix ans par la CITES (Convention sur le Commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction), soutenue par les Nations-Unies. Les saisies d'ivoire se succèdent à un rythme effréné depuis quelques mois. Plus de six tonnes, passées en contrebande depuis la Tanzanie, ont été saisies au Vietnam et une tonne saisie en Thaïlande en provenance d'Ouganda. Une série d'actes de braconnage se sont également déroulés au Kenya depuis le début de l'année, notamment au sein du Parc national Tsavo, un habitat essentiel pour les pachydermes au Kenya. Pour en savoir plus sur le problème relatif au commerce de l'ivoire et prendre des mesures visant à sauver les éléphants, visitez le site www.ifaw.org dès aujourd'hui. 01 juillet 2009

Présentation des plans sur l'énergie alternative Le Kenya a dévoilé mercredi de vastes plans d'investissements dans l'énergie renouvelable, dont la distribution gratuite d'un million d'ampoules à économie d'énergie en échange des anciennes.

Ces mesures annoncées par le Premier ministre Raila Odinga incluent aussi le financement de chauffes-eau à énergie solaire pour les institutions publiques, les entreprises et les foyers domestiques.

"La distribution gratuite de lampes à économie d'énergie devrait permettre de gagner 49 mégawatts", a dit M. Odinga après une réunion de lancement du groupe national de travail pour le développement accéléré de l'énergie verte.

Cette initiative survient un jour après que la compagnie productrice d'électricité ait annoncé la fermeture d'une usine hydroélectrique en raison du bas niveau de l'eau dû à la sécheresse.

De plus, les entreprises qui investissent dans la production d'ampoules à économie d'énergie, dans les chauffes-eau solaires et autres matériels peu gourmands en énergie, auront des exonérations d'intérêt et des prêts à long terme.

Le Kenya prévoit aussi de produire quelque 2.000 mégawatts d'électricité dans les trois prochaines années, par la géothermie, le vent et d'autres sources telles le solaire, le biogaz (notamment méthane) et les déchets solides, a dit M. Odinga.

Actuellement, ce pays de 37 millions d'habitants a une capacité maximale de production de 1.080 mégawatts, avec des pointes de consommation à 1000 mégawatts et a une demande annuelle d'électricité en hausse de 8%, soutenue par la croissance démographique et économique. 03 juillet 2009

Kenya Airways : son positionnement au sein de l'IATA Kenya Airways accueillera un centre de formation régional de l'IATA (Association internationale de transport aérien).Le Pride Center de la compagnie aérienne Kenya Airways accueillera le centre de formation régional de l'Association internationale de transport aérien (IATA). Un accord a été récemment signé entre les deux parties. Selon le directeur général de Kenya Airways, Titus Naikuni, le Pride Center « dispose d'installations de classe mondiale, des simulateurs de vol et d'un curriculum qui a été mesuré à l'aune des leaders de l'industrie tels que Rolls-Royce, Boeing et l'IATA ». Les cours qui seront prodigués engloberont l'intégration dans la gestion de la compagnie, les enquêtes sur des accidents se produisant sur la partie de l'aéroport la plus proche de la piste, ainsi que la gestion du maintien des pistes d'aéroports.

01 août 2009

La Somalie rejette un accord maritime controversé avec le Kenya Les députés du fragile gouvernement somalien ont rejeté ce samedi par une majorité des votes un accord maritime avec le Kenya. Cet accord signé en avril dernier devait permettre de délimiter la frontière maritime entre les deux pays. La majorité des 340 députés qui ont pris part à la session parlementaire du samedi 1 août 2009 ont voté contre l'accord.

« Sur 347 députés qui ont pris part à la session, 333 ont voté contre l'accord », a déclaré le président du parlement somalien à la fin de la session.

Mohamed Qanyare Afrah, ancien chef de guerre somalien et aujourd'hui député, a déclaré que la Somalie perdrait ses eaux territoriales et les députés doivent empêcher cela.

« Nous (députés) devons protéger notre territoire », a-t-il dit. La Somalie n'a pas de gouvernement central efficace depuis 1991.

04 août 2009

Kenya : Les Etats-Unis dénoncent l'impunité et la corruption au Kenya Les Etats-Unis ont critiqué mardi le Kenya pour son incapacité à juger les responsables des violences post-électorales de 2008 et l'ont appelé à faire plus pour lutter contre le "cancer" de la corruption, au premier jour de la tournée d'Hillary Clinton en Afrique

La secrétaire d'Etat américaine est arrivée en début de soirée à Nairobi, première étape de sa première tournée africaine, 11 jours.

Sa tournée intervient trois semaines après le discours du président américain Barack Obama appelant l'Afrique à prendre son destin en main et à lutter contre la corruption, un discours prononcé au Ghana et non pas dans la patrie de son père, le Kenya. Le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines Johnnie Carson, qui accompagne Clinton dans sa tournée, a estimé mardi que la corruption représentait l'un des principaux défis du Kenya.

"La corruption est un cancer très grave affectant la société", a déclaré Carson à des journalistes dans l'avion de Clinton. Il a fait part de la déception des Etats-Unis devant l'absence de suites judiciaires au Kenya contre de hauts responsables soupçonnés de corruption.

Hillary Clinton rencontrera conjointement mercredi le président Mwai Kibaki et le Premier ministre Raila Odinga, qui ont signé un accord de partage du pouvoir en février 2008 pour mettre un terme à une crise politique meurtrière ayant écorné la réputation de stabilité de ce pays d'Afrique de l'est.

"La mise en application des accords (de sortie de crise) a été lente et parfois très frustrante", a-t-il ajouté.

Mardi après-midi, l'ambassade des Etats-Unis au Kenya avait vertement critiqué dans un communiqué l'échec de Nairobi à créer un tribunal spécial indépendant pour juger les principaux responsables des violences post-électorales. Le gouvernement kenyan a indiqué la semaine dernière qu'il reformera la police et le système judiciaire et confiera à un comité préexistant, baptisé "Vérité, justice et réconciliation", le soin de juger les auteurs de ces violences, s'éloignant un peu plus de la création d'un tribunal spécial. La décision de Nairobi ne constitue "pas une approche crédible aux yeux du peuple kenyan et de la communauté internationale", avait estimé l'ambassade américaine.

Le Premier ministre Raila Odinga a réagi publiquement, estimant que son pays n'avait pas à recevoir de "leçons" sur les réformes à conduire.

"Nous avons plus besoin de leçons sur la manière de commercer avec le reste du monde que sur celle de nous gouverner", a-t-il déclaré à la tribune du forum du programme américain sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa). Début juillet, l'ex-secrétaire général de l'ONU et médiateur dans la crise kenyane, Kofi Annan, avait remis à la Cour pénale internationale (CPI) les noms des principaux suspects des violences post-électorales, pressant le gouvernement kényan de créer un tribunal spécial sous peine de laisser à la CPI le soin de juger les suspects.

L'annonce de la réélection du président Mwai Kibaki pour un second mandat à l'issue de la présidentielle de décembre 2007 avait été contestée par l'opposition et suivie de violences politico-ethniques qui avaient fait environ et officiellement 1.500 morts et plus de 300.000 déplacés.

04 août 2009

Kenya : Le gouvernement ne tient pas parole sur les tribunaux Le gouvernement kényan a manqué à ses engagements à demander aux tribunaux internationaux indépendants de juger les auteurs des violences post-électorales de 2007. Cette manœuvre est en train d'être critiquée par 'Human Rights Watch', une organisation basée à New York qui plaide contre les violations des droits humains.

Dans un communiqué le 30 juillet, le Conseil des ministres du Kenya a déclaré qu'il n'établirait pas un tribunal spécial pour juger les individus responsables des violences ethniques condamnées après les élections présidentielles disputées en décembre 2007 là-bas. Les violences ont entraîné la mort de plus de 1.000 Kényans et en ont déplacé jusqu'à 350.000.

"Avec une guérison et une réconciliation correctes, le Kenya ne sera pas confronté aux événements des violences post-électorales de l'année dernière", a indiqué une déclaration du Conseil des ministres du Kenya, qui a promis également des réformes judiciaires avant les procès.

L'élection présidentielle de 2007 a opposé Mwai Kibaki en exercice, un membre du groupe ethnique Kikuyu, à Raila Odinga, un membre du groupe des Luo. Les Kikuyu constituent le plus grand groupe ethnique dans le pays, représentant environ 22 pour cent de la population kényane; les Luo constituent 13 pour cent.

Bien que les premiers résultats aient montré qu'Odinga était le probable vainqueur, Kibaki a été déclaré vainqueur par 200.000 voix — environ deux pour cent des quelque 10 millions de votes exprimés.

Lorsque Odinga et les observateurs indépendants de l'Union européenne (UE) ont affirmé qu'il y avait eu fraude, des violences ethniques ont éclaté parmi bon nombre de tribus du Kenya, notamment entre les Kikuyu et les Luo.

En réponse aux troubles, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a présidé un groupe de dirigeants africains qui a négocié un accord de partage du pouvoir, nommant Odinga Premier ministre sous le président Kibaki.

Ce groupe a également établi la Commission Waki sur les violences post-élection, pour enquêter sur les affrontements post-électorales. La Commission Waki a recommandé la création d'un tribunal spécial indépendant avec une participation internationale pour amener devant la justice les individus responsables des affrontements.

Cette commission a aussi recommandé que, au cas où le gouvernement kényan refuserait d'installer un tribunal, la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, au Pays-Bas, tiendrait les audiences.

En juillet, la pression internationale est montée pour que le Kenya prenne des mesures pour traiter des violences de 2007. Le 9 juillet, n'ayant vu aucun progrès vers la création d'un tribunal, Annan a envoyé une liste scellée de suspects à la CPI.

Le 27 juillet, l'UE a fait une déclaration pressant davantage le Kenya à créer un tribunal, ainsi qu'à instituer des réformes électorales pour éviter des incidents futurs.

"L'application rapide des réformes convenues est d'une importance critique pour la réconciliation, la construction de la nation, le développement et la prévention d'autres conflits au Kenya", a indiqué la déclaration de l'UE.

Bien qu'une majorité de Kényans soutiendraient que la CPI juge l'affaire, le président Kibaki et le Premier ministre Odinga veulent que des tribunaux locaux traitent le dossier.

Les défenseurs des droits humains sont frustrés par rapport à la réponse du gouvernement kényan.

"Rendre justice à ces victimes, c'est le test le plus urgent de la volonté du gouvernement d'union à résoudre la crise du Kenya", a déclaré Georgette Gagnon, directrice de 'Human Rights Watch' (HRW) pour l'Afrique. "Le Conseil des ministres a simplement échoué à ce test d'une manière retentissante".

Briggs Bomba est directeur de campagnes de 'Africa Action', une organisation basée à Washington qui plaide pour le changement de la politique américaine à l'égard des pays africains. Il a indiqué à IPS que la dernière manœuvre du gouvernement n'était pas inattendue.

"Je ne pense pas qu'il soit surprenant que le Kenya parle maintenant de l'indisponibilité d'un tribunal spécial", a confié Bomba. "Nous ne pensons pas qu'il y avait une intention ou un engagement dès le

début pour aller réellement au fond des violences post-électorales qui ont été vécues".

Bomba a dit également que le système judiciaire national du Kenya serait probablement incapable de traiter cette affaire.

"Le fait que nous parlions des événements qui ont eu lieu il y a presque deux ans maintenant, et que les procédures judiciaires locales aient été incapables de ne rien faire jusqu'à présent, sape vraiment la confiance que tout d'un coup, des procédures locales vont être en mesure de progresser et de traiter cette question", a observé Bomba.

Il a ajouté: "Je pense que ceci est un cas où il y a la preuve que le processus du tribunal local a déjà échoué".

HRW a appelé à une réaction forte de la part des Etats-Unis et du reste de la communauté internationale. "Les Etats-Unis et les autres partenaires internationaux du Kenya devraient insister sans hésiter que tant qu'un mécanisme judiciaire indépendant n'est pas établi au Kenya, il ne peut y avoir des affaires comme d'habitude", a expliqué Gagnon.

Le Kenya est le premier arrêt programmé sur le voyage de onze jours en Afrique, dans sept nations, de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, qui commence cette semaine. Elle est arrivée mardi soir à Nairobi, la capitale kényane. Dans une lettre ouverte en date du 31 juillet à la secrétaire d'Etat, HRW a demandé instamment à Clinton de prendre une position ferme sur la question des tribunaux et des droits humains au Kenya.

La lettre faisait pression sur Clinton pour qu'elle "demande instamment au Kenya de revenir aux principes de la Commission Waki" et "déclare publiquement que les Etats-Unis pourraient pendre en compte l'imposition de sanctions ciblées, y compris des interdictions de voyager, contre ceux considérés plus responsables de graves violations des droits humains".

Toutefois, Bomba pense qu'une forte réaction de la part des Etats-Unis est peu probable. "Les Etats-Unis jouent très attentivement à cela. Je pense qu'ils ne veulent pas accroître totalement les tensions au Kenya".

Bomba a également prédit qu'une telle approche serait probablement inefficace: "Elle [la réaction américaine] sera une pression graduelle sur les autorités au Kenya, que je pense, ne sera pas efficace pour les amener à avancer et à agir". (FIN/2009)

10 août 2009

Kenya : Les enlèvements un nouveau marché en pleine expansion Plus de 200 personnes ont été kidnappées au Kenya depuis le début de l'année. Les autorités, gangrénées par la corruption, semblent incapables de lutter efficacement contre ce phénomène d'une ampleur inédite. L'invité de ce Focus est François Grignon, directeur du programme Afrique à l'International Crisis Group, basé à Mombasa. Le reportage est signé Stéphanie Braquehais, correspondante de FRANCE 24 à Nairobi, au Kenya.

Depuis la fin du conflit qui avait enflammé les relations interethniques entre Kikuyus et Luos, le Kenya est redevenu un pays relativement stable. Cependant un phénomène nouveau terrorise les Kenyans de toutes classes sociales : les enlèvements.

Winnie n'a pas revu son mari depuis trois mois. Les ravisseurs lui réclament 20 000 euros. Sans emploi, avec six petits-enfants sur les bras, elle n'a pu envoyer que 200 euros. Pas assez selon eux. Elle frémit désormais dès qu'elle voit le même numéro s'afficher sur son téléphone. Sans ressources, sans aide de la part de la police, elle désespère revoir son mari un jour.

"Je me sens vraiment mal parce que je ne sais même pas s'il est encore vivant ou s'il est mort, se lamente Winnie Waitherero Maina. Parce que maintenant, on ne peut même plus lui parler. Avant, quand j'étais encore en contact avec lui, au moins j'avais un espoir. Mais maintenant, ils me disent, tu ne lui parleras pas tant que tu n'envoies pas l'argent."

Kimutai Koin a, lui, eu plus de chance. Il conduisait pour rentrer chez lui et a été kidnappé juste devant l'entrée de sa résidence. Il a été relâché au bout de deux jours, car les ravisseurs visaient en fait un autre homme d'affaires plus riche que lui. "C'est vraiment une expérience horrible, admet-il. Tous avaient une arme à la main, certains en avaient même plusieurs. Ça fait peur. On te pointe un pistolet sur la tête, dans le dos ; Tu peux vraiment t'attendre à tout."

"C'est un incident qui s'est déroulé juste devant les yeux de son gardien qui travaille ici depuis vingt ans. Il n'a rien pu faire. "Nous n'avons pas de pistolets, les seules choses que l'on ait, ce sont des sifflets et des matraques. Rien d'autre. On ne peut rien faire tant que la police n'est pas arrivée", explique Joseph Mutinda .

La piste de la secte Mungiki privilégiée

Onze cas ont été déclarés auprès de la police kenyane. Mais selon plusieurs sources, ce sont plus de 200 kidnappings qui ont eu lieu depuis le début de l'année. Un phénomène totalement nouveau dans le pays.

"C'est le groupe illégal Mungiki qui est responsable de ces kidnappings. C'est le pire genre d'agressions qui ait jamais eu lieu contre des citoyens innocents au Kenya ; au moins depuis l'indépendance", s'alarme Eric Kiraithe, le porte-parole de la police kenyane.

La secte Mungiki, interdite depuis 2002, est protégée au plus haut niveau par certains hommes politiques. Elle a pris le contrôle des transports publics et de plusieurs bidonvilles de la capitale.

Le porte-parole de la secte, Njuguna Gitau Njuguna, est recherché par la police. Pour cette raison, il apparaît rarement devant les médias. Suivi en permanence par ses gardes du corps, qui dissimulent chacun un pistolet sous leur vêtement, il nie toute implication. "Il y a tellement de crimes commis qui ont été attribués aux Mungiki. Mais la police n'a jamais été capable, même une fois, de poursuivre quiconque".

Les kidnappings visent les Kenyans, riches ou pauvres. Les enfants sur le chemin de l'école sont aussi devenus une cible privilégiée. La plupart des familles, terrorisées, ne font pas appel à la police et paient des rançons qui se montent généralement à plusieurs milliers d'euros.

14 août 2009

Grève chez Kenya Airways : Des centaines de voyageurs bloqués à l'aéroport de Nairobi Plusieurs centaines de voyageurs étaient bloqués vendredi matin à l'aéroport de Nairobi par une grève du personnel de la compagnie Kenya Airways qui réclame des augmentations de salaires. Au moins 19 vols internationaux et intérieurs de la compagnie prévus vendredi matin n'ont pas décollé, certains d'entre eux étant annulés, a expliqué sous couvert d'anonymat un responsable de Kenya Airways. 200 personnes devaient patenter à l'aéroport.

La grève chez Kenya Airways a surpris tout le monde, 19 vols touchés par le mouvement

Kenya Airways est liée au groupe Air France-KLM, KLM étant actionnaire à hauteur de 26% de la société. Le syndicat des travailleurs de l'aviation civile kényane a appelé les salariés de la compagnie à la grève vendredi pour exiger une augmentation de 130% des salaires de certaines catégories de personnels. "C'est un dû (...) Le seul langage qu'ils comprennent, c'est la grève", a déclaré le secrétaire du syndicat, Jimi Masege, qui a été interpellé par la police pour avoir tenu une réunion "illégale" dans l'enceinte de l'aéroport international Jomo Kenyatta.

Le patron de Kenya Airways, Titus Naikuni, a averti jeudi soir que les grévistes sont susceptibles d'une "action disciplinaire sévère". Kenya Airways enregistre depuis plusieurs années une très forte augmentation de son trafic passagers et ouvre régulièrement de nouvelles lignes en Afrique, mais aussi vers l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe. (CYA)

17 août 2009

Fin de la grève chez Kenya Airways A la suite d'un accord entre la direction et les syndicats, les salariés ont obtenu 20 pc d'augmentation des salaires sur deux ans et l'abandon des poursuites judiciaires contre les grévistes.

De nombreux vols ont dû être annulés, ce qui a bloqué des milliers de passagers notamment en Afrique orientale et centrale. C'était la première grève de la compagnie depuis sa création il y a 32 ans.

Il faudra plusieurs jours pour que le trafic redevienne normal même si les 3 000 salariés, équipages, personnels au sol et techniciens reprennent immédiatement le travail. Finalement les syndicats n'ont obtenu que 20 pc d'augmentation soit

un tout petit peu plus que les 18 pc proposés par la direction initialement.

Il faut dire que, étant donné l'environnement économique qui prédomine en ce moment et qui frappe particulièrement les compagnies aériennes, les revendications d'augmentation de salaires, pour certaines catégories jusqu'à 130 pc, étaient singulièrement irréalistes. D'autant plus que Kenya Airways vient d'afficher ses premières pertes depuis la privatisation en 1996. Air France Klm détient une part du capital. Premier avertissement des syndicats à la direction de Kenya Airways

La satisfaction des revendications des syndicats aurait coûté au bas mot 110 millions de dollars en année pleine. Kenya Airways surtout présente en Afrique centrale et orientale mais qui assure aussi des liaisons avec Monrovia et Yaoundé entre autres, jouit d'une bonne réputation sur le continent à l'instar d'Ethiopia Airlines et de South African Airways.

Malgré l'existence de plusieurs syndicats la grève est souvent considérée comme illégale au Kenya et les employeurs n'hésitent pas à les poursuivre devant les tribunaux.

Mais la hausse du coût de la vie a alourdi le climat social ce qui explique le durcissement des conflits.

17 août 2009

Maïs séché sur pied et carcasses de vaches aux abords du mont Kenya Dans le district de Laikipia, un des greniers à grains du Kenya, à environ 190 km au nord de Nairobi, les champs de maïs séchés sur pied succèdent aux plaines arides désertées de leur bétail: quatre saisons des pluies ratées ont mis à genoux la population, dépendante pour sa survie de l'aide humanitaire.

"C'est honteux et un peu dégradant pour une personne valide avec de la terre de se mettre dans la file et quémander de la nourriture pour survivre. Mais je n'ai pas le choix", explique Lucy Gathigia Mahinda, frappée de plein fouet par la sécheresse au Kenya. Cette cultivatrice de 52 ans, mère de sept enfants, reçoit dans sa cuisine, où les ustensiles soigneusement rangés font figure de décoration. Lucy ne cuisine qu'un seul repas par jour, du "thé fort" et du maïs distribué par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies.

Une cultivatrice dans son champ au Kenya

Dans le district de Laikipia, un des greniers à grains du Kenya, à environ 190 km au nord de Nairobi, les champs de maïs séchés sur pied succèdent aux plaines arides désertées de leur bétail: quatre saisons des pluies ratées ont mis à genoux la population, dépendante pour sa survie de l'aide humanitaire. Le PAM estime désormais à 3,8 millions le nombre de Kényans nécessitant une aide d'urgence, soit environ 10% de la population du pays. Le gouvernement kényan a de son côté mobilisé l'armée pour acheminer de l'aide tandis que le spectre de la sécheresse de 2000, la pire subie par le pays en 37 ans, refait surface.

"Les communautés sortent de trois sécheresses consécutives et elles n'ont pas encore récupéré (...) Leur capacité de résistance s'est amoindrie. Elles sont vulnérables", explique, pessimiste, Steven Waweru, coordinateur de l'ONG Caritas dans la région. A l'instar de ses voisins, Lucy cultive essentiellement du maïs: sur ses deux acres (0,8 hectare), des pieds de maïs faméliques tiennent péniblement debout.

Des agriculteurs transportent de la nourriture du programme alimentaire près de Nanyuki

En attendant, la petite saison des pluies en octobre et une possible récolte en janvier 2010, une bonne partie des habitants de ses voisins du village de Nyariginu a momentanément délaissé la houe pour fabriquer et revendre du charbon, ou casser des cailloux dans une carrière proche. Un travail aussi pénible que mal rémunéré: cinq shillings le jerrican de 20 litres de pierres concassées. Il faut neuf heures de labeur à un "bon" casseur pour pouvoir se payer une kilo de maïs à 45 shillings (0,4 euro).

Le bétail n'est pas épargné: Lucy a perdu ses quatre vaches, son voisin Paul Maina, quatre vaches et huit chèvres. Les éleveurs ont mené leurs bêtes affaiblies et efflanquées sur les contreforts du mont Kenya voisin, soit environ 100.000 têtes de bétail sur un total de 200.000.

La situation n'y est guère plus reluisante: le bétail y meurt en masse, d'épuisement, de maladies ou de pneumonie, en raison des basses températures la nuit. Des carcasses d'animaux par dizaines pourrissent au milieu des sapins sous le regard désabusé des éleveurs.

"Le bétail ne s'est pas encore remis de la sécheresse de 2005. Et déjà nous faisons face à une nouvelle. Le cycle des sécheresses devient de plus en plus court: trois, quatre ans au lieu de 10 avant", explique un responsable vétérinaire du district.

Outre l'urgence humanitaire, la sécheresse sème insidieusement les conflits sociaux de demain. Selon M. Waweru, près de 50% des habitants de Nyariginu ont tout simplement abandonné leurs arpents, un comble au Kenya où la terre occupe une place centrale.

"Je connais des familles qui démolissent leur maison, vendent la tôle ondulée et les poutres et retournent dans les villes voisines pour s'installer dans des bidonvilles. Nous n'avons pas vu cela depuis longtemps", s'alarme-t-il."De toute évidence, la criminalité va augmenter dans ces villes. Déjà, la prostitution et le travail des enfants sont en augmentation car les gens cherchent n'importe quoi pour gagner un ou deux shillings".

25 août 2009

Sécheresse au Kenya :Agriculture et faune sauvage sérieusement touchées La sécheresse persistante au Kenya affecte sérieusement la faune sauvage, une des principales attractions touristiques du pays, contraignant le service kényan de la faune (KWS) à nourrir des hippopotames ou distribuer de l'eau aux herbivores.

Dans le parc national de Tsavo ouest (sud-est), vaste étendue de 9.000 km² de savane arbustive agrémentée d'escarpements rocheux majestueux, une surmortalité des hippopotames et les changements de régime alimentaire d'autres herbivores témoignent de l'acuité de la sécheresse. Une quinzaine d'hippopotames ont ainsi été retrouvés morts d'épuisement ces dernières semaines, faute de pâturages disponibles à proximité des points d'eau où ils se protègent du soleil durant la journée.

"Depuis un mois, l'équipe scientifique a recommandé de mettre en place un programme alimentaire pour maintenir les hippopotames en bonne santé. Nous leur donnons quatre balles de foin tous les deux jours", explique Edward Njuguna, un des rangers du parc.

Spectacle insolite que celui d'Edward et d'un collègue étalant du foin sur le rivage d'un petit étang où s'ébrouent une quinzaine d'hippopotames, à quelques mètres d'un de leurs congénère mort depuis un mois, réduit à l'état de tache grisâtre affleurant à la surface de l'eau. Plusieurs complexes hôteliers du parc ont suivi le mouvement, distribuant à leur compte du foin ou des épluchures de légumes pour nourrir et "fixer" les hippopotames dans les points d'eau avoisinants afin de garantir aux touristes le spectacle de ces grands herbivores au moment de l'apéritif... D'autres herbivores parviennent à surmonter l'absence de pâturages en modifiant leur régime alimentaire.

"Quand la situation empire, les buffles se nourrissent de feuilles et de branches (...). Les éléphants déracinent des arbres et décollent l'écorce des acacias (dont ils se nourrissent). C'est peu commun quand il y a de la pluie", ajoute M. Njuguna.

Tsavo ouest n'est pas une exception dans le pays: la région de Samburu plus au nord a enregistré 38 morts d'éléphants en 12 mois directement liées à la sécheresse. De même, le KWS a construit des points d'eau artificiels dans le parc englobant le lac Nakuru, mondialement connu pour ses flamants roses. L'eau du lac est trop salée pour la faune en raison de la sécheresse et de l'assèchement des rivières qui viennent normalement l'alimenter. La sécheresse s'accompagne de l'intrusion massive et illégale de bétail dans les parc nationaux."Ce qui se passe en ce moment est le résultat de trois saisons des pluies consécutives ratées", résume Daniel Woodley, responsable pour KWS du parc de Tsavo ouest, qui estime à 200.000 le nombre de têtes de bétail sillonnant actuellement le parc, certaines ayant parcouru plusieurs centaines de km à la recherche de pâturages et de points d'eau.

"Pour ce qui est des pastoralistes, dans de telles périodes, aucune frontière n'est respectée: ils emmèneront leur bétail où que ce soit, tant qu'il y a de l'herbe verte et bien sûr de l'eau disponible", explique-t-il.

"Vous êtes alors confrontés à une dispersion inverse, où le bétail entre dans le parc pour paître et des éléphants en grand nombre quittent ces zones", détruisant les récoltes déjà maigres des éleveurs alentours.La prochaine saison des pluies, prévue normalement en octobre-novembre, sera décisive, prévient M. Woodley. Le Kenya est normalement frappé par une sécheresse aiguë "tous les 10-15 ans environ. Mais pas à cette échelle. Nous n'avons jamais eu une telle invasion de bétail (à Tsavo). Ni une population aussi dépendante des ressources naturelles (pour survivre). Ni un pays aussi faible économiquement".

26 août 2009

Appel à l'aide de l'ONU pour le programme alimentaire mondial La sécheresse qui sévit au Kenya aggrave la crise alimentaire. Face à l'état de la malnutrition et en déficit de financement, le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU lance un appel pour 230 millions de dollars afin de pouvoir fournir une assistance d'urgence au cours des six prochains mois à 3,8 millions de Kenyans.

« Les gens ont faim et la malnutrition touche de plus en plus de jeunes enfants, le bétail meurt. Nous sommes confrontés à un grand défi et nous appelons la communauté internationale à nous fournir les ressources dont nous avons besoin pour faire notre travail », a déclaré le directeur du PAM au Kenya, Burkard Oberle.

Fin juin, l'ONU publiait les nouvelles données de la FAO sur la malnutrition dans le monde, annonçant un chiffre record d'1,02 milliards de personnes, soit un sixième de l'humanité. 642 millions de personnes souffrent de la faim en Asie et 265 millions en Afrique sub-saharienne. Une immense « Pandémie » peu couverte par les médias. Le Programme alimentaire mondial qui soutient les pays touchés par la malnutrition, ne sera financé qu'à hauteur de 3,7 milliards, par des contributions volontaires, pour la plupart venant des gouvernements, en raison des restrictions actuelles. Cela malgré un budget estimé à 6,7 milliards de dollars, selon sa directrice exécutive, Josette Sheeran. Depuis fin juin, le Kenya était identifié comme un état prioritaire pour l'aide du PAM.

Le PAM qui fait face à « des pénuries de financement sans précédent, aide 2,6 millions de Kenyans touchés par la sécheresse en leur distribuant de la nourriture. Le PAM et le gouvernement kenyan ont besoin d'un fort soutien des donateurs au cours des prochaines semaines, précise le programme des Nations Unies dans un communiqué.

La situation au Kenya est critique : En raison de la sécheresse, « La principale récolte de maïs devrait être inférieure de 28% par rapport à la moyenne sur cinq ans. Les pâturages et l'eau pour le bétail diminuent rapidement », souligne le communiqué.

Les prix des denrées alimentaires ont plus que doublé, les prix de vente du bétail ont diminué.

Le PAM espère beaucoup du prochain sommet du G20, à Pittsburgh (Etats-Unis) qui sera présidé par Barack Obama. La directrice du PAM a appelé le G20 à prendre des mesures « non seulement contre la crise financière mais aussi contre la faim ».

01 septembre 2009

Les écoles ouvrent pendant la sécheresse

Demandez à la plupart des écoliers ce qu'ils souhaitent faire pendant les vacances scolaires et vous avez de grandes chances pour que leur désir de retourner à l'école soit en bas de la liste. Sauf au Kenya, où les écoles sont encore le meilleur endroit où se trouver en cette période de sévère sécheresse.

Le Kenya subit une sécheresse sans précédent et par conséquent manque cruellement de nourriture, si bien que l'idée de recevoir un repas chaud à la cantine de l'école est devenue irrésistible pour de nombreux élèves.

"Ces jours-ci, il n'y a pas une goutte de pluie, et cela nous pose toute une série de problèmes", explique Hanan Sirat, 15 ans, fille d'une famille d'agriculteurs dans la région majoritairement musulmane du nord-est du Kenya. "Nous avons plus de quoi nourrir les bêtes et surtout les gens n'ont plus assez de nourriture chez eux".

Hanan est une des 200 élèves qui se rendent à l'école primaire de Saint-Kizito, durant le mois d'août, dans la ville d'Isiolo, à environ 300 km au Nord-Est de Nairobi. "Ici, il y a tellement de familles pauvres, les enfants aiment venir se retrouver à l'école et profiter d'un repas le midi", ajoute Hanan, "certains ne viennent pas, ils doivent être de familles plus riches".

L'heure préférée : celle du déjeuner

L'école de Saint-Kizito ne dispose que d'une cloche artisanale, un enfant est responsable de faire sonner une barre métallique contre une vieille roue de voiture ; mais celle-ci est attendue comme le messie. Et elle résonne

dans tout le quartier, et jusqu'aux murs des autres écoles. Elle annonce l'heure tant attendue du déjeuner.

Les élèves se précipitent, leur assiette à la main, et attendent leur tour pour recevoir la préparation de blé et de pois cassés sortie de la grande cuillère en bois du cuisinier de l'école. Une nourriture fournie par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, le PAM, qui nourrit plus d'un millions d'enfants kenyans.

La majorité des Kenyans dépensent plus de la moitié de leurs revenus pour se nourrir

"Pour nombre d'entre eux, ce repas sera même le seul de la journée", ajoute Rose Ogala, qui travaille pour le PAM.

"Dans certaines écoles, vous voyez aussi des enfants qui ne finissent pas leur assiette, pour pouvoir la ramener en cachette à la maison et la partager avec le reste de leur famille", précise-t-elle.

Sécheresse mortelle

La sécheresse et le manque de vivres pour le bétail auraient déjà causé la mort de plus de 100 000 bêtes dans tout le Kenya, et celles qui survivent sont si maigres qu'il devient difficile aux fermiers de les vendre.

Depuis juillet, certains éleveurs ont dû quitter leur ferme, comme le berger massaï Lesakut Perewan, parti de Dol Dol avec 120 bêtes à la recherche de pâturage vers les plaines du Mont Kenya. "Je vais continuer à essayer de prendre soin de mon bétail", promet le fermier, "mais si toutes les bêtes meurent, je rentrerai m'occuper de mes six chameaux".

Dans tout le Kenya, le prix de la nourriture ne cesse d'augmenter, notamment du fait des faibles récoltes de maïs ; sur certains marchés, le prix a doublé depuis l'an dernier.

Les denrées diminuent, les prix montent

La plupart des Kenyans dépensent plus de la moitié de leurs revenus pour nourrir leur famille, ces hausses de prix frappent donc de plein fouet les plus pauvres. Plus de 3,8 millions de personnes souffrent de la pénurie de nourriture et dépendent de l'aide internationale. Le PAM a lancé un appel de fonds à hauteur de 230 millions de dollars pour pouvoir continuer à apporter une assistance alimentaire dans les six prochains mois.

Pendant ce temps, à l'école primaire de Saint-Kizito, le fond des plats du déjeuner a été atteint en un temps record, et en cette saison de vacances, les enfants ne souhaitent être nulle part ailleurs qu'à l'école.

02 septembre 2009

Le Japon accorde une aide de 7,7 millions de \$

Le Japon a octroyé au Kenya une subvention de 587 millions de shillings (environ 7,7 millions \$) pour acheter de la nourriture, en réponse à un appel lancé par le président de la République, qui a qualifié la pénurie alimentaire de désastre national.

Selon les chiffres du gouvernement, quelque 10 millions de personnes dans les deux zones rurales et urbaines sont menacées de famine en raison des graves pénuries alimentaires dues à une mauvaise pluviométrie. « Le Japon est le premier partenaire de développement qui assurera l'engagement financier après que la crise alimentaire a été déclarée catastrophe nationale », a annoncé le ministre des Finances, Uhuru Kenyatta. L'argent sera utilisé pour acheter du maïs, aliment de base du pays, a-t-il précisé.

03 septembre 2009

Mystérieuse vague de meurtres visant les chauffeurs de taxi de la capitale

Treize chauffeurs de taxi ont été assassinés depuis un mois à Nairobi, leurs corps mutilés et abandonnés dans des bidonvilles de la capitale kényane dans des circonstances évoquant de possibles crimes rituels, a annoncé mercredi un porte-parole de la police.

"Nous avons reçu des informations sur treize chauffeurs de taxi qui ont été tués le mois dernier. Des enquêtes sont en cours", a déclaré à l'AFP Eric Kiraithe.

Les deux dernières victimes ont été retrouvées en partie éviscérées et démembrées lundi à l'aube dans l'immense bidonville de Kibera. Ces chauffeurs avaient chargé au cours de la nuit des clients devant deux grands hôtels du centre de Nairobi, distants d'à peine quelques centaines de mètres.

Charles Mugo "a été approché par deux hommes vers 05H00 du matin, alors qu'il était stationné aux abords de l'hôtel 680", rapporte mercredi The Nation, le plus grand quotidien du pays. Son corps sans vie a été retrouvé quelques heures plus tard près de Kibera, ainsi que son véhicule abandonné, selon le journal. "Nous voulons connaître la vérité. Chaque semaine, nos chauffeurs sont tués, toujours dans les mêmes circonstances mystérieuses", s'est alarmé le président de l'Association des taxis du Kenya, Pete Mburu Waweru.

A chaque meurtre, des organes comme la langue ou le cerveau ainsi que des os ont été prélevés sur les cadavres des victimes. La plupart de ces crimes ont été commis dans le district de Kilimani, dans le centre de Nairobi, selon le chef de la Division centrale de la police de la capitale, Richard Muguai. "Nous considérons ces affaires comme des cas de meurtres ordinaires mais cela devient un mystère: ce sont des chauffeurs de taxi qui sont visés, et la manière de tuer est préoccupante", a commenté M. Kiraithe, précisant qu'aucun suspect n'avait été arrêté pour le moment.

Des dizaines de chauffeurs ont manifesté mardi à Nairobi pour protester contre cette vague d'assassinats. Ils ont été dispersés violemment par la police, qui a jugé ce rassemblement illégal et a procédé à des arrestations. Toujours selon le porte-parole de la police, "il est encore trop tôt pour établir un lien" avec la secte Munginki, une organisation mafieuse, composée essentiellement de membres de l'ethnie kikuyu de nombreux meurtres par décapitation.

04 septembre 2009

Querelle diplomatique autour de la commission anticorruption

La polémique enfle concernant la décision du président Mwai Kibaki, en début de semaine, de reconduire la même personne à la tête de la Commission anticorruption, après un mandat de cinq ans qui est beaucoup critiqué pour l'absence de résultats tangibles. Aaron Ringera, a été reconduit sans consultation, provoquant la protestation des députés et de la société civile, mais également de la part de diplomates, notamment américain. Ce n'est pas la première fois que la question de la corruption provoque une querelle diplomatique entre le Kenya et les Etats unis.

Une décision unilatérale, sans aucune consultation, y compris au niveau du parlement, voilà les critiques qui s'accumulent de la part de la société civile, des députés, mais aussi des diplomates. L'ambassadeur américain Michael Ranneberger estime dans un communiqué que les maigres résultats de la Commission depuis cinq ans et la hâte à reconduire Aaron Ringera sont particulièrement préoccupants et que des sanctions ne sont pas à exclure. Une déclaration qui a provoqué l'ire de plusieurs ministres notamment Mutula Kilonzo, ministre de la Justice qui, tout en reconnaissant n'avoir pas été consulté par le président, admet pas cette ingérence dans les affaires intérieures

« S'il vous plaît, taisez-vous ! Venez nous parler directement, on vous expliquera ce que dit la loi. Si vous pensez que l'on peut améliorer, dites nous, mais dites-le nous de manière respectueuse, car nous savons ce que nous faisons », a annoncé Mutula Kilonzo.

La Commission anticorruption représentait une des mesures phares de Mwai Kibaki après son élection en 2003 au sein de «la coalition arc-en-ciel». Cependant, après le départ du premier directeur de cette commission John Githongo, qui, menacé de mort avait dû fuir le pays, la commission n'a plus guère fait parler d'elle, en dépit de plusieurs scandales de corruption, qui ont éclaté l'année dernière au sein du gouvernement de coalition.

11 septembre 2009

Des pénuries d'eau entraînent des épidémies de choléra

Des épidémies de choléra, de rougeole et de polio se sont déclarées dans différentes régions du nord du Kenya, en raison d'une pénurie d'eau provoquée par la sécheresse et d'un afflux de réfugiés somaliens

dans l'est, selon les autorités.

« Environ 13 personnes auraient été emportées par le choléra à Turkana [dans le nord-ouest] depuis le 20 août », a déclaré à IRIN Shahnaaz Sharif, directeur de la santé publique, ajoutant que cinq de ces décès avaient eu lieu en milieu hospitalier, les autres ayant été signalés par des villageois. De nouveaux cas ont également été signalés à Kalokol et Kerio, deux divisions administratives de Turkana, selon M. Sharif.

« Ce que nous craignons, c'est que les habitants de Turkana utilisent l'eau du Golfe de Ferguson, au lac Turkana, qui est contaminée », a-t-il expliqué. Une pompe à eau, qui était tombée en panne, a été réparée pour fournir de l'eau salubre. La région compte également peu de latrines, ce qui contribue à une mauvaise gestion des déchets.

A Nairobi, la capitale, trois cas de choléra ont été signalés dans la zone de Dandora, dans l'est, il y a sept jours. « C'est dû à l'utilisation de l'eau d'un puits creusé près d'une latrine », a-t-il expliqué. Des cas de dysenterie ont également été signalés à 250 kilomètres de la région de Laisamis, dans le nord-est, où une épidémie de choléra avait précédemment été signalée.

A ce jour, plus de 600 cas de choléra ont été signalés dans les divisions touchées de Turkana, selon Vincent Kahi, coordinateur sanitaire de l'International Rescue Committee (IRC) au Kenya.

« Le manque d'eau à Kalokol, à Turkana, est le principal moteur de la maladie », a expliqué M. Kahi.

Avec l'aide du ministère de la Santé, les organisations non-gouvernementales (ONG) partenaires distribuent du chlore pour permettre de traiter l'eau, et réparent les infrastructures, a-t-il ajouté. L'IRC fournit également des médicaments et du personnel pour permettre le diagnostic précoce de la maladie.

Cas de polio et de rougeole

Au total, 18 cas de polio ont été signalés depuis le mois de février à Turkana. Le dernier cas a été diagnostiqué il y a quatre semaines, selon le ministère de la Santé, qui mène des campagnes de contrôle.

« Il semble qu'elle [la polio] ait été importée du Soudan, au nord », a estimé M. Kahi, ajoutant que les mouvements transfrontaliers étaient endémiques dans la région.

La poliomyélite (polio) est une maladie virale extrêmement contagieuse qui peut entraîner une paralysie totale en quelques heures. Elle peut survenir à tout âge, mais touche principalement les enfants de moins de trois ans. Avant la dernière épidémie, le dernier cas de polio avait été signalé au Kenya il y a plus de 20 ans. Dans le camp de réfugiés voisin de Kakuma, deux cas de rougeole ont été confirmés, a-t-il déclaré ; trois autres cas sont suspects. Ces cas ont donné lieu à un renforcement de la surveillance et du contrôle des réfugiés à leur arrivée dans le pays. Quelque 12 000 réfugiés somaliens sont en cours de transfert du camp de Dadaab, dans le nord-est, à Kakuma, pour désengorger la zone.

Le 16 août, quelque 62 cas de rougeole avaient été signalés dans le camp d'Hagadera, à Dadaab, a-t-il expliqué, ajoutant qu'il y avait actuellement de nouveaux cas suspects dans le camp de Dagahaley. Les trois sites de réfugiés de Dadaab abritent au moins 284 306 personnes. Soit trois fois la capacité d'accueil de Dadaab.

La rougeole, une maladie virale qui est elle aussi extrêmement contagieuse, touche principalement les enfants et se transmet par les gouttelettes de salive ou de sécrétions projetées par la bouche, le nez ou la gorge d'une personne infectée. Les premiers symptômes incluent un froid et une fièvre, suivis d'une éruption cutanée caractérisée par l'apparition de fines plaques rouges. Une campagne de vaccination nationale contre la rougeole doit être lancée le 19 septembre.

La Société de la Croix-Rouge kényane soutient différents projets menés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans le nord-est d'Ijara et d'Isiolo, deux régions de l'est du pays touchées par la sécheresse, pour réduire la vulnérabilité des communautés d'éleveurs aux sécheresses récurrentes. Le personnel et les bénévoles de la SCRK enseignent également aux membres des communautés les principes de l'hygiène et continuent de distribuer des secours à 573 343 bénéficiaires dans la région.

14 septembre 2009

Alerte pour la protection de la forêt de Mau

Le Kenya a demandé mercredi 280 millions d'euros à la communauté internationale pour l'aider à sauver la forêt de Mau,

qui abrite les principales réserves d'eau du pays et souffre de la surexploitation de ses ressources, a-t-on appris de source officielle.

En réponse à cet appel, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) lance à son tour un appel en faveur d'une action urgente visant à restaurer la forêt Mau au Kenya. Le Directeur exécutif du PNUE, M. Achim Steiner, a déclaré que « la forêt Mau est d'une importance capitale pour le maintien du développement écologique, social et économique actuel et futur du Kenya ».

« Le PNUE a le privilège de travailler en partenariat avec le Gouvernement du Kenya dans le cadre de la mise en oeuvre de ce projet vital », a-t-il ajouté.

Cette forêt, située dans le centre du pays, a perdu 107.000 hectares depuis vingt ans, soit environ 25% de sa superficie, en raison d'une déforestation massive à des fins de chauffage ou de revente du bois, et d'une surexploitation agricole. La forêt Mau est la plus importante des cinq principales réserves d'eau du Kenya, un pays au climat semi-aride confronté depuis quatre ans à une sécheresse exceptionnelle. Elle donne naissance à douze fleuves qui alimentent à leur tour cinq lacs.

"Nous voulons sécuriser le mode de vie et l'économie de millions d'Africains qui dépendent directement ou indirectement de cet écosystème", a déclaré le Premier ministre Raila Odinga en lançant cet appel conjointement avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), dont le siège est à Nairobi.

Le gouvernement kenyan espère collecter 400 millions de dollars (280 M EUR) au total, a précisé à l'AFP un conseiller de M. Odinga. L'argent devrait notamment servir à reboiser le site et à financer le déplacement d'une partie des dizaines de milliers de paysans installés dans la forêt Mau, de façon plus ou moins légale, et dont le sort fait l'objet actuellement de vives dissensions au sein du gouvernement de coalition de M. Odinga.

La déforestation de Mau met en danger, selon le gouvernement, des sites touristiques comme la réserve de Massai Mara, le parc national de Nakuru, mais elle compromet aussi la viabilité des plantations de thé de Kericho et la construction de nouvelles centrales hydroélectriques et géothermiques, un mode de production "propre" d'énergie sur lequel le Kenya fonde beaucoup d'espoirs.

14 septembre 2009

Somalie : Raid américain contre un membre kenyan d'Al-Qaida Barack Obama a engagé des hélicoptères des forces spéciales en Somalie pour éliminer l'un des terroristes les plus recherchés par le FBI. Il est 1 heure de l'après-midi, ce lundi, au-dessus du désert somalien du district de Baraawe, à 200 kilomètres au sud de Mogadiscio, quand les habitants du village de Roobow aperçoivent à l'horizon entre quatre et six hélicoptères américains. Deux d'entre eux piquent droit sur deux 4 x 4 qui foncent sur la route brûlante de soleil, puis ouvrent le feu. Il y a au moins deux morts et plusieurs blessés. L'armée américaine tient une revanche longuement mûrie. Elle vient d'abattre le Kényan Saleh Ali Saleh Nabhan, 28 ans, de l'organisation al-Chabab, connue pour son affiliation directe avec al-Qaida.

En 2002 une attaque d'Al-Qaida contre un hôtel de Mombassa faisaient 18 morts et détruisit en partie l'entrée de l'hôtel

Ce coup de force n'est pas sans signification pour le président Obama. En donnant l'autorisation de cette frappe brutale en territoire étranger, trois jours après le huitième anniversaire des attentats du 11 Septembre, ce dernier indique à ceux qui en doutaient qu'il n'a pas l'intention, malgré son ouverture vers le monde musulman, de cesser la traque aux terroristes islamistes engagée par son prédécesseur. Personne n'est hors d'atteinte, semble dire le chef de l'État, alors que Ben Laden a fait diffuser un nouvel enregistrement sonore «mettant le peuple américain au défi». Saleh Ali Saleh Nabhan figurait parmi les terroristes islamistes les plus recherchés par le FBI. Il est accusé d'avoir participé aux attentats menés en 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, qui avaient fait 229 morts. Son nom est aussi cité dans l'attaque terroriste qui avait tué 18 personnes en 2002 dans un hôtel de Mombasa et dans une tentative d'attentat contre un avion israélien à la même époque.

Sa milice al-Chabab a fait du sud de la Somalie une enclave islamiste, qui se réclame ouvertement d'Oussama Ben Laden et échappe au contrôle du pouvoir central, soutenu à bout de bras par la communauté internationale.

Après avoir abattu Nabhan lundi, les hélicoptères des forces spéciales américaines se posent brièvement sur la piste pour récupérer le corps de ce dernier ainsi que deux blessés. Puis disparaissent aussi vite qu'ils sont venus. Un navire de la marine américaine a mouillé à proximité de l'endroit, pendant toute la durée du raid, pour surveiller la situation.

La revanche de «Faucon noir»

Certains experts, comme l'ex-conseiller australien du général Petraeus, David Killcullen, disent ne pas être emballés de cette «militarisation» croissante de la gestion américaine du chaos somalien, jugeant que l'Amérique ferait mieux de tenter de déléguer à des pays voisins de la Somalie le soin d'en finir avec ces insurgés d'un nouveau type. Le souvenir cuisant de l'épisode «Faucon noir» alimente cette réserve. Le 3 octobre 1993, des troupes spéciales américaines s'étaient retrouvées piégées dans Mogadiscio en tentant de capturer le seigneur de guerre local Mohammed Farrah Aïdid. Dix-huit GI avaient péri dans la bataille. Leurs corps, traînés à travers les rues de Mogadiscio par les combattants somaliens, avaient bouleversé l'Amérique, suscitant un désengagement immédiat du terrain sur ordre du président Clinton. Il serait toutefois faux de voir dans l'opération menée lundi un tournant. Hantées par la peur que la Somalie ne se transforme en base arrière du terrorisme, les forces américaines n'ont en réalité jamais cessé de harceler l'organisation al-Chabab. Ces opérations alternant frappes aériennes, raids clandestins et coopération militaire avec l'Éthiopie voisine. En mai 2008, le commandant militaire des Chabab, Adan Hashi Ayro, soupçonné de liens avec al-Qaida, avait lui aussi, été tué dans une frappe aérienne américaine.

17 septembre 2009

Disparition au Kenya d'une cargaison d'armes de la MONUC La police et la douane kenyanes ont ouvert une enquête sur la disparition d'armes et de munitions destinées à la République démocratique du Congo (RDC) suite à une attaque à main armée contre un convoi d'armes des Nations unies, rapporte mardi un quotidien local, Daily Nation.

Destinée aux casques bleus de la Mission des Nations unies en RDC (MONUC), la cargaison d'armes a disparu alors qu'elle transitait par une partie vallonnée de l'autoroute reliant Nairobi et Kisumu, près d'un lieu dénommé Mau Summit, un des flancs les plus abrupts de la Vallée du Rift, ce qui a provoqué une alerte majeure à la sécurité.

Les voleurs ont eu accès à un des camions du convoi d'armes qui se rendait du port de Mombasa à Mau, sur une distance d'environ 700 km. Le convoi d'armes était escorté par la police, mais la cargaison d'un camion transportant un assortiment de matériel militaire, dont des fusils d'assaut AK 47, a pu être emporté. Les voleurs ont eu accès à l'intérieur du camion après avoir fait sauter les verrous de la cargaison.

La police a lancé des recherches le long de l'autoroute où elle a retrouvé des cartons contenant 70 chargeurs. La MONUC est sous pression pour le renforcement de la sécurité dans l'est de la RDC où les rebelles continuent à attaquer les civils.

L'attaque contre le convoi de la MONUC survient des mois après qu'un navire transportant des armes à destination du Kenya a été détourné et retenu en otage pendant plusieurs mois en Somalie avant qu'une rançon de cinq millions de dollars américains soit versée aux pirates somaliens qui réclamaient 25 millions.

17 septembre 2009

Les USA allouent 165 millions de dollars d'aide humanitaire au Kenya

Le gouvernement américain a indiqué jeudi qu'il allouerait cette année 165 millions de dollars d'aide humanitaire au Kenya en plus de l'aide alimentaire récente de 25 millions de dollars approuvée le 11 septembre dernier.

« Pour pallier les pénuries de maïs et contribuer à contenir l'inflation, le gouvernement américain a également facilité les importations commerciales à partir des Etats-Unis de 250.000 tonnes de maïs blanc d'une valeur de 75 millions de dollars », indique un communiqué publié par l'ambassade américaine à Nairobi.

Outre les initiatives immédiates entreprises pour faire face à la crise, le président Barack Obama a lancé une nouvelle initiative estimée à des milliards de dollars relative à la sécurité alimentaire mondiale qui mettra l'accent sur la prévention des crises alimentaires futures. Le Kenya en sera un des pays cible, ajoute le communiqué. Plus de 10 millions de Kenyans sont actuellement confrontés à la famine en raison de la sécheresse et d'autres calamités naturelles qu'a connues le pays.

Le gouvernement a lancé mardi un appel à l'aide en direction de la communauté internationale pour alimenter un fonds d'urgence de 25 milliards de shillings, soit 334 millions de dollars.

17 septembre 2009

Kenya les parlementaires dénoncent la reconduction dans ses fonctions du responsable anticorruption

Les parlementaires kenyans ont rejeté la décision du président Mwai Kibaki de reconduire le responsable de la lutte anti-corruption, fréquemment critiqué pour avoir échoué dans sa tâche, a-t-on appris jeudi.

Ils ont accusé le président de mépriser la loi en renouvelant le mandat du responsable de la Commission anticorruption du Kenya (KACC), le juge Aaron Ringera, et ont voté durant la nuit de mardi à mercredi en faveur du rejet d'un décret du journal officiel annonçant sa reconduction. Sur les présents à la session parlementaire de mercredi, 86 ont voté contre et 45 ont voté pour.

Début septembre, le président kenyan a reconduit pour cinq autres années le mandat de M. Ringera, sans l'approbation du parlement et de la KACC, suscitant une vive réaction des groupes des Droits de l'Homme et de l'administration américaine.

"Il ne s'agit pas du Président, il ne s'agit pas de l'exécutif, il s'agit juste de l'institution parlementaire", a dit Amina Abdallah, responsable de la commission parlementaire sur la Justice et les affaires légales. Le renouvellement du mandat de M. Ringera a provoqué une levée de boucliers au sein de la société civile et entraîné une vive réaction du parti du Premier ministre Raila Odinga qui a demandé la révocation immédiate du haut fonctionnaire le mieux payé du pays (25.000 euros par mois).

M. Ringera, critiqué pour l'échec de la commission à traduire devant la justice les coupables des deux principaux scandales de corruption des dernières années dans le pays, avait rétorqué qu'il manquait de moyens de poursuites et a rejeté la faute sur le bureau du procureur général et la passivité des juges de la haute cour.

Les Etats-Unis ont déploré la décision du président kenyan de reconduire dans ses fonctions M. Ringera en soulignant que cette reconduction, et la manière dont elle a été décidée, soulèvent des questions particulièrement troublantes, notamment au regard des piètres performances de la KACC ces cinq dernières années".

18 septembre 2009

La sécheresse décime le cheptel au Kenya

Les éleveurs kenyans, en majorité dans la région aride du Nord, ont perdu plus de 150.000 têtes de bétail à cause de la sécheresse qui sévit actuellement dans le pays, a déploré ce mercredi le Premier ministre, Raila Odinga

Prenant la parole lors d'une rencontre avec les principaux bailleurs de fonds du Kenya, dont la Banque mondiale, le Premier ministre kenyan a annoncé que le pays était en train de mettre en place des programmes d'aide d'urgence pour venir au secours des millions de personnes qui ont été frappées par la pénurie alimentaire et la longue période de sécheresse qui a entraîné le dessèchement des cours d'eau et une baisse de 40 pour cent de la production locale de maïs.

Au moins 70 pour cent des puits naturels et des cours d'eau du Kenya se sont asséchés à cause de la déforestation et le déficit de pluies qui en résulte, conduisant au rationnement de la distribution de l'eau et de l'électricité. Les bailleurs de fonds du Kenya ont investi à hauteur de 17 milliards de shilling dans la mobilisation de l'aide humanitaire.

Le Premier ministre a ajouté que le gouvernement a également mis en place un certain nombre de programmes pour venir en aide aux populations, tout en précisant qu'il restait beaucoup à faire pour maîtriser la situation.

"Le gouvernement est en train de faire de son mieux mais nous reconnaissons qu'il reste encore beaucoup à faire pour toucher toute la population menacée", a lancé M. Odinga.

Il a ajouté que même si le gouvernement avait mis de côté 21,2 milliards de shilling du budget de l'année en cours pour l'aide d'urgence, 25 milliards supplémentaires seraient nécessaires pour financer le programme des six prochains mois.

"Nous savons que nous devons nous préparer pour les pluies précoces dues au phénomène El Nino", a-t-il ajouté.

M. Odinga a également mis en évidence les mesures à long terme du gouvernement pour renforcer la sécurité alimentaire à travers une réduction de la dépendance vis-à-vis de l'énergie hydroélectrique en développant les

abondantes sources d'énergie vertes et en restaurant les zones de captages des eaux.

L'ambassadeur du Danemark au Kenya, Bo Jensen et le directeur de la Banque mondiale pour le Kenya, John Zutt, qui représentait les partenaires au développement du Kenya, ont félicité le gouvernement pour ses prompts interventions pour éviter les crises humanitaires d'envergure.

Ils ont invité le gouvernement kenyan à mettre en place une stratégie à long terme pour faire du pays un bouclier anti-sécheresse et le tenir prêt pour faire face à n'importe quelle catastrophe.

Ils ont promis de financer une bonne partie du déficit de 25 milliards de shilling.

19 septembre 2009

La sécheresse asphyxie peu à peu le Kenya La sécheresse qui sévit au Kenya est l'une des plus dures depuis au moins dix ans selon l'ONU. Le président Mwai Kibaki a déclaré il y a quelques mois que 10 millions de personnes souffraient de famine.

Une sécheresse qui a des conséquences sur la nourriture, mais également l'approvisionnement en eau et en électricité. Le pays est soumis à un rationnement très strict depuis début août, et si la saison des pluies ne débute pas bientôt, une vraie catastrophe est à prévoir, dans ce pays qui fait normalement figure de leader économique de la région.

Des champs de maïs totalement desséchés s'étendent à perte de vue dans les régions les plus fertiles du pays, comme la vallée du rift ou le Mont Kenya. Depuis un an, après quatre saisons de pluies ratées, la population est véritablement à genou, y compris dans les zones urbaines.

Selon le programme alimentaire mondial, 3,8 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence, or, les fonds manquent particulièrement cette année à l'organisme de l'ONU. La sécheresse a également entraîné un rationnement drastique en eau et en électricité. Le pays dépend en effet à 70 % de l'hydroélectricité, et depuis début juillet, plusieurs barrages vitaux ont dû être fermés.

Les parcs nationaux qui attirent des millions de touristes chaque année sont aussi touchés de plein fouet. Les lions, les éléphants ont connu un taux de mortalité très élevé par rapport à d'autres années.

Enfin, les conflits autour des ressources naturelles, vols de bétail entre communautés armées jusqu'aux dents, dans le nord-est du pays se sont multipliés provoquant plusieurs dizaines de morts depuis le début de l'année.

20 septembre 2009

Le Kenya en état d'alerte face aux attaques des insurgés somaliens La presse locale a indiqué que le Kenya a renforcé sa sécurité le long de la frontière somalienne pour parer à d'éventuelles attaques par des insurgés somaliens suite aux incidents de la semaine dernière. En effet le terroriste Saleh Ali Saleh Nabhan recherché depuis les attentats de Mombassa en 2002 a trouvé la mort lors d'un raid américain qui le visait. « Les mesures de sécurité prises sont suffisantes et il n'y a donc pas raison de s'inquiéter », a indiqué le porte-parole de l'armée, Bogota Onger.

« Nous avons pris des mesures exceptionnelles. Il y a assez de sécurité aux points frontaliers ; le niveau a été juste renforcé et c'est une revue que nous faisons de temps en temps », a-t-il expliqué à une radio privée locale.

« Les récents développements et les attaques ne peuvent être pris à la légère ; et c'est pourquoi les troupes en faction aux points frontaliers sont plus vigilantes », a ajouté le porte-parole, se refusant de donner des détails sur les mesures prises et l'effectif déployé.

Des sources militaires toutefois indiquent que la sécurité a été renforcée par l'arrivée de renforts aux principaux points de passage, notamment Liboi, Garissa et Wajir.

À Nairobi et dans d'autres villes kenyanes, on note une forte présence policière, notamment au niveau des structures de sécurité, des bâtiments administratifs et des aéroports et aérodromes. La capitale est dite préoccupée par le fait que le Kenya puisse figurer sur la liste des islamistes radicaux en Somalie et les renseignements généraux à Nairobi faisant état d'un risque élevé d'attaques extrémistes.

L'aile dure du groupe islamiste Shebab a promis de venger la mort lundi dernier du kenyan Saleh Ali Saleh

Nabhan dans un raid aérien dans le sud de la Somalie. Saleh Nabhan était recherché par le FBI au lendemain des attaques de 2002 contre Israël à Mombassa

20 septembre 2009

Le Kenya renforce la surveillance de sa frontière somalienne Après le raid américain dans le sud de la Somalie contre Saleh Ali Saleh Nabhan, proche d'Al-Qaïda, et le double attentat-suicide contre les troupes de l'Amisom jeudi qui a fait 21 morts, les islamistes radicaux appellent à mener d'autres attaques suicide. C'est une déclaration de Cheikh Hassan Dahir Aweys, le chef de Hizbul Islam, allié aux shebab, faite à l'occasion de la fête de l'Aïd el-Fitr. Autant de facteurs qui ont poussé l'armée kényane à renforcer la sécurité aux frontières, comme il a déclaré son porte-parole

Des renforts militaires ont été déployés sur Liboi, Garissa et Wajir, principaux points d'entrée dans le pays, et les patrouilles ont été multipliées. La sécurité a également été renforcée dans les aéroports, les bâtiments publics et les grands hôtels de la capitale ainsi que plusieurs grandes villes dans le pays.

Des renforts militaires ont été déployés sur Liboi, Garissa et Wajir

« Le Kenya est en alerte », a annoncé le porte-parole de l'armée, Bogita Ogeri, depuis le raid américain de lundi dernier en Somalie tuant Saleh Ali Saleh Nabhan, un des cerveaux des attentats de Mombasa en 2002.

Si la frontière avec la Somalie est officiellement fermée depuis deux ans et demi, cela n'empêche pas des centaines de personnes de la franchir chaque mois. L'armée kényane ne peut surveiller plus de 600 kilomètres de frontière et la corruption endémique des forces de sécurité permet des passages clandestins très réguliers.

Selon de nombreux observateurs, les shebab recrutent activement au Kenya qui leur sert de base arrière, notamment à Eastleigh, le quartier somalien de la capitale, où les combattants se font soigner, entraîner, endoctriner.

Depuis plusieurs mois, le Kenya a été désigné officiellement par les shebab comme l'ennemi à abattre. Le raid américain et le double attentat suicide à Mogadiscio sont autant de signes que les islamistes radicaux ont une capacité d'organisation et une réactivité, dont le Kenya pourrait un jour faire les frais

21 septembre 2009

Le Kenya retrouve ses niveaux de fréquentation Lors de la conférence sur le Kenya qui s'est tenue à l'IFTM/Top Résa, on n'a pas parlé à demi-mot ! Le potentiel touristique de la destination se situe à 24% du produit intérieur brut (contre 12% aujourd'hui). Un objectif très ambitieux mais tenable, sous réserve de stabilité politique et sociale.

« Avec 4.682 visiteurs français en juillet 2009, la fréquentation touristique du Kenya revient peu à peu à ses niveaux de 2007 (une année record) », affirme-t-on du côté d'Interface Tourism qui assure la promotion de la destination en France.

Et pour amplifier la dynamique, le Kenya a mis le paquet à Top Résa : un stand immanquable et une brochette de personnalités présentes lors de la conférence de presse (Madame Cecily Mbarire, Ministre déléguée au Tourisme, Karrol Yambo, Directrice marketing du Kenya Tourist Board, l'Ambassadeur du Kenya à Paris et plusieurs parlementaires).

Et c'est l'un d'eux, Chris Okemo (bien connu des professionnels), qui nous assure que « le potentiel touristique du Kenya se situe à 24% du PIB, contre 12% actuellement. Pour un dollar investi dans le tourisme kenyan, le retour sur investissement est 3 à 4 fois supérieur ! ».

Un plan marketing à la hauteur des ambitions

Cecily Mbarire - Ministre du Tourisme

C'est au tour de Karrol Yambo de nous présenter la stratégie de relance de la destination en France, mise en œuvre ces 12 derniers mois.

Un partenariat a été passé avec Nouvelles Frontières pour soutenir le vol Air Méditerranée (pendant l'hiver 2008/2009) et des bannières publicitaires ont été diffusées sur le monde.fr, le sechos.fr, libe.fr, opodo et lastminute.com, suivies d'une campagne d'affichage dans les agences Selectour en mai 2009. À ce dispositif s'ajoutent le retour de Corsairfly (en juillet dernier), l'intensification des rotations Kenya Airways (5 vols par semaine pendant l'hiver 2009/2010), le lancement d'un vol XL Airways en novembre prochain, la réouverture des clubs-hôtels Eldorado (en juillet dernier), Lookéa (en novembre) et Club Olé (en janvier prochain), et des campagnes publicitaires programmées au printemps 2010.

De quoi rassurer TO, AGV et clients !

Voilà comment, en quelques mois, la France est devenue le quatrième marché émetteur à destination du paradis des safaris.

Et le Kenya Tourist Board s'engage auprès des TO à ne pas augmenter le prix d'accès aux parcs nationaux d'ici la fin 2010, et à élargir son offre dans ce domaine. Aujourd'hui, seuls 14 parcs sur les 49 que compte le pays sont facilement accessibles.

D'ici 2012, le Kenya devrait développer les infrastructures d'accueil et de transport pour faciliter l'accès aux superbes réserves naturelles aujourd'hui sous-exploitées.

De quoi rassurer TO, AGV et clients, et faire oublier définitivement les troubles politiques et sociaux qui ont brisé l'élan touristique du Kenya.

24 septembre 2009

La banque mondiale gèle le financement de projet au Kenya La Banque mondiale a déclaré jeudi avoir suspendu un financement de 166 millions de dollars américains destinés à des projets éducatifs, hydrauliques et à la lutte contre les inondations dans la région située à l'ouest du Kenya, suite à des allégations de détournements de fonds et de corruption. La Banque mondiale a déclaré jeudi avoir suspendu un financement de 166 millions de dollars américains destinés à des projets éducatifs, hydrauliques et à la lutte contre les inondations dans la région située à l'ouest du Kenya, suite à des allégations de détournements de fonds et de corruption. Parmi ces projets figurent le programme d'appui au secteur de l'éducation (KESSP) et le projet communautaire de lutte contre les inondations dans l'ouest du Kenya (WKCDD). La décision de la Banque mondiale fait suite à l'annonce faite mercredi par le gouvernement kenyan d'avoir gelé les comptes des deux projets à cause de détournements et de corruption. La directrice pour le Kenya de la Banque mondiale, Johannes Zutt, a déclaré que l'institution est déterminée à tirer au clair le plus rapidement possible les allégations de corruption afin que ces projets puissent reprendre. Les responsables kenyans ont déclaré que des enquêtes minutieuses relatives à ces accusations sont en cours. L'appui de la Banque mondiale au projet du KESSP se chiffre à hauteur de 80 millions de dollars américains dont le financement a été approuvé en septembre 2006 et pour lesquels environ 57 millions ont été déjà décaissés. L'appui de la banque au projet de WKCDD se chiffre à 86 millions dont le financement a été approuvé en mars 2007 et dont environ 20 millions ont été décaissés.

24 septembre 2009

Les Etats Unis pressent Nairobi d'accélérer les réformes

Le coup est dur pour le Kenya, pays d'origine du père de Barack Obama : le 24 septembre, Washington a menacé de suspendre son aide au pays et d'interdire de visa quinze membres du gouvernement et de l'administration kenyans.

Les dirigeants concernés ont reçu une missive de la part de Johnnie Carson, le conseiller d'Obama pour l'Afrique, "leur enjoignant d'accélérer les réformes et de renoncer à la violence", précise le quotidien de Nairobi. Parmi eux figure notamment le vice-Premier ministre, Uhuru Kenyatta.

{mospagebreak title=4 ème Trimestre}4 ème Trimestre

01 octobre 2009

Kenya Airways pourrait commander des A330 (Easybourse.com) Des dirigeants de la compagnie aérienne Kenya Airways, cités par Reuters, ont indiqué que leur groupe envisagerait d'acheter plusieurs avions A330-200. Cette éventuelle commande servirait à pallier les retards pris par le 787 Dreamliner de l'avionneur américain Boeing

La compagnie aérienne Kenya Airways songerait à faire l'acquisition de six à neuf appareils A330-200 d'Airbus, filiale d'EADS, selon des dirigeants de la compagnie aérienne Kenya Airways cités par Reuters.

Après Titus Naikuni, directeur général de Kenya Airways, les discussions n'en seraient qu'à un stade préliminaire et son groupe resterait en discussion avec l'avionneur américain Boeing à qui il a commandé neuf Dreamliner.

En effet, selon les dirigeants cités par Reuters, cette éventuelle commande chez Airbus serait un moyen de pallier les retards pris par le 787 Dreamliner. Néanmoins, la compagnie kenyane elle-même n'a pas commenté ces éléments.

01 octobre 2009

Le Kenya convoque l'ambassadeur des Etats Unissur le sujet des lettres de mise en garde Les tensions diplomatiques entre le Kenya et les États-Unis ont marqué une vive escalade lundi après la convocation par Nairobi de l'ambassadeur américain Michael Ranneberger en raison de l'affaire des lettres de mise en garde envoyées à 15 personnalités kenyanes qui, selon Washington, bloquent le processus de réformes au Kenya

Lors d'une conférence de presse à Nairobi, le ministre kenyan des Affaires étrangères Moses Wetangula a rejeté ces lettres, estimant que Washington outrepassaient les limites définies par le protocole. M. Wetangula a qualifié ces lettres de mesure d'intimidation, et exigé que M. Ranneberger produise une liste des personnes ayant reçu ces lettres lors de leur prochaine rencontre prévue mercredi.

"L'écriture par un gouvernement de lettres à des personnes pour leur dire qu'elles se verront interdire l'accès à ce pays si elles n'adoptent pas une certaine conduite constitue une mesure d'intimidation et un déni de la liberté d'expression", a-t-il déclaré.

"J'ai convoqué ici (l'ambassadeur) pour lui expliquer en quoi l'envoi de ces lettres à des dirigeants kenyans était une infraction du protocole diplomatique. J'attends également de l'ambassadeur qu'il me fournisse une liste des dirigeants ayant reçu ces lettres car elles représentent une mesure d'intimidation", a dit M. Wetangula.

"J'ai peut-être une opinion différente sur le système de gestion des terres. J'ai peut-être un avis différent sur les réformes judiciaires ou sur les droits des femmes. Si je les exprime publiquement, cela constitue-t-il une ingérence?" a-t-il interrogé.

L'ambassadeur américain Michael Ranneberger a annoncé jeudi dernier avoir envoyé des lettres à plusieurs responsables kenyans pour les mettre en garde contre une possible révocation de leurs visas des Etats-Unis. Le gouvernement américain a fait connaître ses vues sur plusieurs affaires publiques kenyanes comme la corruption, les violences post-électorales et, récemment, le programme de réformes.

Samedi, le président kenyan Mwai Kibaki a écrit samedi une lettre de protestation à son homologue américain Barack Obama, disant que cette lettre adressée à certains ministres, parlementaires et secrétaires permanents n'étaient conformes au protocole international dans la gestion des relations entre les pays amicaux.

Le Premier ministre kenyan Raila Odinga, adversaire du président Kibaki lors de l'élection présidentielle en décembre 2007, a indiqué vendredi, dans son discours prononcé à la John F. Kennedy School of Government, école de sciences politiques de l'université d'Harvard, que les Etats-Unis avaient le droit de punir des personnalités kenyanes qui bloquent la réforme.

Le gouvernement américain peut prendre des mesures "s'il est convaincu que ces personnes, auxquelles il interdit de venir aux Etats-Unis, sont engagées dans l'impunité", a dit M. Odinga. "Je suis une victime de l'impunité dans le passé", a-t-il déclaré, notant avoir été détenu trois fois pour au total trois ans.

MM. Kibaki et Odinga, qui sont d'accord pour un partage du pouvoir après la crise post-électorale au début de 2008, ont promis d'introduire des réformes nécessaires dans le pays.

